5-V b c d (2007-2008) — N° 1 **Annexe 7**

PARLEMENT WALLON

SESSION 2007-2008

11 JUIN 2008

PROJET DE DÉCRET

contenant le premier feuilleton d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2008

PROGRAMME JUSTIFICATIF *

afférent aux compétences du Ministre de la Formation

* Voir. Doc. 5-V b c d (2007-2008) N° 1

site internet : www.parlement-wallon.be
email : mail@parlement-wallon.be

TABLE DES MATIERES

I. INTRODUCTION

II. RECETTES

II.1. DISPOSITIF DES RECETTES (PM)

II.2. TABLEAU DES RECETTES (PM)

III. DEPENSES

III.1. DISPOSITIF DES DEPENSES

III.2. LISTE DES PROGRAMMES

III.3. TABLEAU DES DEPENSES

IV. ANNEXES

IV.1. PROJET DE BUDGET AJUSTE DU FOREM

IV.2. PROJET DE BUDGET AJUSTE DE L'IFAPME

I. INTRODUCTION

Le premier feuilleton d'ajustement du budget 2008 pour ce qui concerne les compétences du Ministre de la Formation se présente comme suit :

L'ajustement total à la baisse des dépenses s'établit à 330 milliers EUR en moyens d'action et à 95 milliers EUR en moyens de paiement.

Hormis les ajustements techniques traduisant les arrêtés de réallocation ou de transfert (cofinancements européens et dépenses années antérieures) pris en cours d'année, les modifications principales apportées aux budgets de la Formation sont les suivantes :

- Augmentation des subventions de fonctionnement du FOREM et de l'IFAPME de 460 milliers EUR suite à la mise en œuvre de la convention sectorielle 2005-2006 concernant les primes de fin d'année ; .
- Diminution de la subvention de fonctionnement du FOREM de 220 milliers EUR conformément aux prescriptions du Contrat de gestion de l'Office ;
- Diminution des subventions de fonctionnement de l'IFAPME de 70 milliers EUR conformément aux prescriptions du Contrat de gestion de l'Institut ;
- Augmentation des subventions destinées aux EFT-OISP de 313 milliers EUR suite à la révision de l'indice-santé.

II. RECETTES

II.1. DISPOSITIF DES RECETTES

(POUR MEMOIRE)

II.2. TABLEAU DES RECETTES

(POUR MEMOIRE)

III. DEPENSES

III.1. DISPOSITIF DES DEPENSES

Article 10

Le Ministre de la Formation et le Ministre du Budget sont habilités à transférer entre les allocations de base 33.14, 33.16 et 33.17 du programme 13 et les allocations de base du programme 16 de la division organique 11 les crédits nécessaires à la mise en œuvre de la réforme de la formation en alternance.

Article 11

Le Ministre de la Formation et le Ministre du Budget sont habilités à transférer entre l'allocation de base 12.31 du programme 13 de la division organique 11 et l'allocation de base 12.03 du programme 03 de la division organique 53 les crédits nécessaires à la passation de marchés publics en informatique.

Justificatif :

L'article 10 vise à permettre la mise en œuvre des réformes de la formation en alternance (suite aux décisions du Gouvernement conjoint Région wallonne / Communauté française du 18 avril 2008 et du Gouvernement conjoint Région wallonne / Communauté française / COCOF du 30 mai 2008). Celles-ci pourraient en effet nécessiter des transferts de crédits entre certaines allocations de base des programmes 13 et 16 de la DO 11.

L'article 11 vise à garantir la possibilité budgétaire d'attribuer les marchés informatiques en cours de passation dans le cadre du projet Cyberclasses et de l'amélioration du fonctionnement de la Direction de la Formation professionnelle.

III.2. LISTE DES PROGRAMMES

DEPENSES

TABLEAU SYNTHETIQUE

DO (*)	Libellé	Prog	Libellé	(en milliers EUR)			
				MA		MP	
				2008 i	2008 aj	2008 i	2008 aj
02	Dépenses de Cabinet	04	Dépenses de Cabinet du Ministre de la Formation : subsistance	1.770	+13	1.770	+13
11	Economie, emploi et formation professionnelle	13	Formation des salariés et des appointés hors Forem	110.423	+744	87.562	+509
		14	Forem - Formation	168.328	+185	167.828	+185
		15	Formation agricole	1.133		1.133	
		16	Formation des indépendants	44.916	-277	44.916	-277
30	Provisions interdépartementales pour la programmation 2000 – 2006 des cofinancements européens	04	Cofinancements européens de La Ministre chargé de la Formation.	21		30	
53	Services techniques	03	Réseaux de télétransmission et systèmes d'information	12.140	-335	12.340	-335
TOTAL (hors cofinancement DO 30)				**338.710**	**+330**	**315.549**	**+95**
TOTAL (compris cofinancement DO 30)				**338.731**	**+330**	**315.579**	**+95**

Légende :
D.O. : n° de la division organique
Libellé : dénomination de la division
Prog. : n° de programme
Libellé : dénomination du programme
MA 2008 i : moyens d'engagement de l'exercice en cours
MA 2008 aj : ajustements proposés des crédits d'engagement 2007
MP 2008 i : moyens de paiement de l'exercice en cours
MP 2008 aj : ajustements proposés des crédits de paiement 2007

III.3. TABLEAU DES DEPENSES

DIVISION ORGANIQUE 02

PROGRAMME 04 : SUBSISTANCE

Moyens budgétaires	Tit.	DO	Prog	A.B.	cnd cd cv	R I E P	(en milliers EUR)			
							MA		MP	
							2008 i	2008 aj	2008 i	2008 aj
Traitement et frais de représentation du Membre du Gouvernement wallon	I	02	04	11.01.00	cnd		0		0	
Traitements et indemnités du personnel du Cabinet du Membre du Gouvernement wallon	I	02	04	11.02.00	cnd		1.465		1.465	
Dont arrêté de réallocation							*- 17*		*- 17*	
Remboursement de traitements	I	02	04	11.03.00	cnd		0		0	
Indemnités généralement quelconques au personnel	I	02	04	11.04.40	cnd		59		59	
Loyer des biens immobiliers pris en location par le Cabinet, en ce compris les loyers et charges locatives, rétributions et indemnités dus à la Régie des bâtiments, impôts grevant les bâtiments	I	02	04	12.06.00	cnd		0		0	
Frais de fonctionnement du Cabinet	I	02	04	12.19.11	cnd		201	+ 13	201	+ 13
Dépenses patrimoniales du Cabinet	II	02	04	74.01.00	cnd		28		28	
(Dépenses années antérieures)							*(17)*		*(17)*	
Dont arrêté de réallocation							*+17*		*+17*	
TOTAL							**1.770**	**+ 13**	**1.770**	**+ 13**

Légende :
Moyens budgétaires : libellés des allocations
Tit : I=dépenses courantes; II=dépenses de capital
D.O. : n° de la division organique
Prog. : n° de programme
A.B. : codes économiques (2erSEC, n°d'ordre, 3et4SEC)
CND/CD/CV : crédits non dissociés, dissociés ou variables
R= crédits consacrés (en tout ou en partie) à la recherche
I= crédits consacrés à l'investissement public
E= crédits destinés aux programmes particuliers cofinancés par les fonds européens
P= crédits transférés (en tout ou en partie) à un pararégional
MA 2008 i : moyens d'engagement de l'exercice en cour
MA 2008 aj : ajustements proposés des crédits d'engagement 2007
MP 2008 i : moyens de paiement de l'exercice en cours
MP 2008 aj : ajustements proposés des crédits de paiement 2007

Objectif du programme :

Assurer les dépenses de fonctionnement et de capital du Membre du Gouvernement wallon.

COMMENTAIRE PAR ALLOCATIONS DE BASE

A.B. 12.19 - Frais de fonctionnement du Cabinet (cnd)
(CODE SEC : 12.19.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Décret budgétaire.

  - Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

  - Arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 2005 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon.

- Montant du crédit initial : **201 milliers EUR**
- Montant du crédit ajusté : **214 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à couvrir les frais de fonctionnement du Cabinet.

  Ajustement
  L'ajustement vise à permettre la prise en charge de l'augmentation des frais de carburants.

- Liquidation de trésorerie : non réglementée

DIVISION ORGANIQUE 11

ECONOMIE, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Mission de la Division

Mise en oeuvre d'une politique active de l'Emploi visant la création d'emplois, un meilleur rapprochement entre l'offre et la demande d'emplois, l'insertion de demandeurs d'emploi difficiles à placer, le développement de la Formation professionnelle en faveur des demandeurs d'emploi et des travailleurs et une meilleure connaissance du marché de l'emploi.

Moyens budgétaires	Tit	DO	Prog	A.B.	cnd cd cv	R I E P	(en milliers EUR)			
							MA		MP	
							2008 i	2008 aj	2008 i	2008 aj
Soutien aux actions de formation qualifiante	I	11	13	12.22.00	cnd		30		30	
Soutien aux actions de sensibilisation, études, projets pilotes relatifs à la formation	I	11	13	12.31.00	cnd		650		650	
Subvention pour les chèques création	I	11	13	31.21.00	cnd		650		650	
Cofinancement régional de projets de la CEE	I	11	13	33.04.00	cd		0		0	
Subvention en vue de promouvoir l'information et l'orientation sur les métiers et les qualifications	I	11	13	33.11.00	cnd		1.370	+116	1370	+116
Dont arrêté de réallocation							*-50*		*-50*	
(Dépenses années antérieures)							*(50)*		*(50)*	
Dont arrêté de réallocation							*+50*		*+50*	
Subvention en vue de soutenir les actions de préqualifications	I	11	13	33.12.00	cd		26.611	+313	26.611	+313
Subvention en vue de promouvoir des actions de formation qualifiante	I	11	13	33.13.00	cd		550	+150	1.050	+269
Subvention pour la formation en alternance	I	11	13	33.14.00	cd		4.373		4.409	
Mise en œuvre des politiques de la formation dans le cadre du Plan d'Inclusion Sociale	I	11	13	33.15.00	cnd		200		200	
Subvention pour la formation en alternance dans le cadre du Plan d'actions prioritaires pour la Wallonie	I	11	13	33.16.00	cnd		3.000		3.000	
(Nouveau) Subventions pour la formation en alternance dans le cadre du Plan d'Actions Prioritaires pour la Wallonie – Sortie ancien régime	I	11	13	33.17.00	cd		1.000		1.000	
Subvention pour la formation des travailleurs et l'adaptabilité des entreprises	I	11	13	33.21.00	cd		971	+146	1.050	+27
Subvention pour le fonctionnement des centres de compétence	I	11	13	33.22.00	cnd		5.700	-213	5.700	-213
(Dépenses années antérieures)								*+57*		*+57*
Soutien aux actions de sensibilisation, études, projets pilotes relatifs à la formation	I	11	13	33.31.00	cnd		36	-6	36	-6
Subvention en vue de permettre la formation en TIC	I	11	13	33.32.00	cd		2.600		2.500	
Soutien aux dépenses de fonctionnement de projets cofinancés par l'Union européenne	I	11	13	33.34.00	cd	E	0		936	
Dont arrêté de réallocation									*+936*	
Subvention en vue de promouvoir les actions de luttes contre les discriminations dans le secteur de la formation	I	11	13	33.41.00	cnd		658	+81	658	+81
Dont arrêté de réallocation							*-17*		*-17*	
(Dépenses années antérieures)							*(17)*		*(17)*	
Dont arrêté de réallocation							*+17*		*+17*	
Subvention pour la sensibilisation des acteurs socio-économiques	I	11	13	33.42.00	cnd		47	+3	47	+3
Dont arrêté de réallocation							*-3*		*-3*	
(Dépenses années antérieures)							*(3)*	*+8*	*(3)*	*+8*
Dont arrêté de réallocation							*+3*		*+3*	
Subvention pour la formation des travailleurs et l'adaptabilité des entreprises	I	11	13	34.21.00	cnd		36		36	
Mise en œuvre, dans le domaine de la formation, des programmes de transition professionnelle	I	11	13	41.01.00	cd		681		681	-235
Mise en œuvre des politiques de formation dans le cadre de la lutte contre les pénuries (plan	I	11	13	41.02.00	cnd		22.815		22.815	

d'actions prioritaires pour la Wallonie)										
Soutien aux dépenses de fonctionnement de projets cofinancés par l'Union européenne	I	11	13	41.34.00	cd	E	0		1.117	
Dont arrêté de réallocation									*+1.117*	
Subvention en vue de soutenir les actions de préqualifications	I	11	13	43.12.00	cnd		982		982	
(Dépenses années antérieures)								*(+43)*		*(+43)*
Subvention pour la sensibilisation des acteurs socio-économiques	I	11	13	43.42.00	cnd		0		0	
(Dépenses années antérieures)								*(+51)*		*(+51)*
Soutien à la création de nouveaux dispositifs de formation	II	11	13	52.31.10	cd		0		0	
Soutien à la création de nouveaux dispositifs de formation dans le cadre de projets cofinancés par l'Union européenne	II	11	13	52.32.00	cd	E	9.164		2.494	
Dont arrêté de réallocation							*+9.164*		*+2.494*	
Soutien à la création de nouveaux dispositifs de formation (secteur public)	II	11	13	61.03.00	cd	I	0		1.498	
Soutien à la création de nouveaux dispositifs de formation dans le cadre de projets cofinancés par l'Union européenne	II	11	13	61.32.41	cd	E	28.224		7.967	
Dont arrêté de réallocation							*+28.224*		*+7.967*	
Achat de biens meubles durables spécifiques au programme	II	11	13	74.05.00	cnd	I	5	-5	5	-5
TOTAL							**110.423**	**+744**	**87.562**	**+509**

Légende :
Moyens budgétaires : libellés des allocations
Tit : I=dépenses courantes; II=dépenses de capital
D.O. : n° de la division organique
Prog. : n° de programme
A.B. : codes économiques (2erSEC, n°d'ordre, 3et4SEC)
CND/CD/CV : crédits non dissociés, dissociés ou variables
R= crédits consacrés (en tout ou en partie) à la recherche
I= crédits consacrés à l'investissement public
E= crédits destinés aux programmes particuliers cofinancés par les fonds européens
P= crédits transférés (en tout ou en partie) à un pararégional
MA 2008 i : moyens d'engagement de l'exercice en cour
MA 2008 aj : ajustements proposés des crédits d'engagement 2007
MP 2008 i : moyens de paiement de l'exercice en cours
MP 2008 aj : ajustements proposés des crédits de paiement 2007

Objectif du programme :

Garantir une main-d'œuvre compétente en Région wallonne par la promotion d'actions de formation ou d'actions menées en faveur de la formation par des opérateurs publics ou privés, la conduite d'études particulières et la diffusion d'informations sur la formation professionnelle.

COMMENTAIRE PAR ALLOCATIONS DE BASE

A.B. 33.11 – Subvention en vue de promouvoir l'information et l'orientation sur les métiers et les qualifications (cnd)
(CODE SEC : 33.11.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Décret budgétaire
  Les décisions, règlements, communications du Conseil ou de la Commission de l'Union européenne, relatifs aux programmes financés par l'Union européenne et pour lesquels le Gouvernement a décidé une participation de la Région wallonne.

- Montant du crédit initial : **1.370 milliers EUR**
- Montant du crédit ajusté : **1.486 milliers EUR**

- Dépenses années antérieures : initial : **50 milliers EUR**
- Dépenses années antérieures : ajusté : **50 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à :

  A travers le Dispositif Intrégré d'insertion socioprofessionnelle, la Région wallonne a mis en place un plan de coordination des opérateurs de formation. Ce plan prévoit le rapprochement des Carrefours formation et des Espaces Ressources emploi (ERE), ainsi que des actions ou des dispositifs favorisant la proximité de l'information, tels que prévus dans l'impulsion 6 du PST2.

  Le crédit permet également la poursuite de la subsidiation de l'Interfédération des EFT/OISP pour sa participation aux Carrefour-formation. En 2008, l'accent sera mis également sur la promotion de l'orientation des demandeurs d'emploi et sur le financement d'un vaste projet triennal de promotion des métiers techniques en collaboration avec la Communauté française, les opérateurs publics de formation et les secteurs.

  De plus, cette allocation de base servira en 2008 à cofinancer 1.000 épreuves de validation des compétences pour demandeurs d'emploi. Ces tests seront organisés par le Consortium de validation des compétences en partenariat avec les opérateurs publics de formation.

  Ajustement
  Les crédits pour l'année en cours sont adaptés en fonction du volume des dossiers en cours d'instruction et/ou en voie de liquidation auprès de la Direction de la formation professionnelle.
  Quant aux crédits années antérieures, ils sont destinés à la liquidation du solde de la subvention 2006 à Technifutur pour l'action Technikid's.

- Liquidation de trésorerie : non réglementée

A.B. 33.12 – Subvention en vue de soutenir les actions de préqualifications (cd)
(CODE SEC : 33.12.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  - Décret du 01/04/2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail.
  - Arrêté du Gouvernement wallon du 21/12/2006 portant exécution du décret du 1er avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail.
  - Les décisions, règlements, communications du Conseil ou de la Commission de l'Union européenne, relatifs aux programmes financés par l'Union européenne et pour lesquels le Gouvernement a décidé une participation de la Région wallonne.

- Montant du crédit initial : Engagement ; **26.611 milliers EUR**
  Ordonnancement : **26.611 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté : Engagement ; **26.924 milliers EUR**
  Ordonnancement : **26.924 milliers EUR**

Ce crédit est destiné au subventionnement des EFT et OISP ainsi que de l'association prévue à l'article 19 du décret du 1er avril 2004.

Les OISP et EFT sont des acteurs importants en matière de resocialisation, orientation professionnelle, préqualification. En 2007, 72 OISP et 60 EFT étaient agréés et subventionnées. Le décret du 1er avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail a permis une révision des législations en vigueur.

Le budget 2008 prend en compte :

- la révision du financement structurel du secteur en vue de la compensation des moyens y affectés précédemment par le FSE (décision du Gouvernement conjoint de la Région wallonne et de la Communauté française du 7 septembre 2006) ;
- une indexation de 2,5% (subvention) ;
- la levée du moratoire qui pesait sur le subventionnement de nouvelles structures.
- l'élargissement du public bénéficiaire.

Ajustement
S'agissant principalement de dépenses de rémunérations, l'ajustement correspond à la révision de l'indice-santé.

- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2008	2009	2010	2011	Exercices ultérieurs
Encours < 2008	7.243	6.653	590			
Crédits 2008	26.924	20.271	4.431	2.222		
Totaux	34.167	26.924	5.021	2.222		

- Liquidation de trésorerie : non réglementée

A.B. 33.13 – Subvention en vue de promouvoir des actions de formation qualifiante (cd)
(CODE SEC : 33.13.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Décret budgétaire.

  Les décisions, règlements, communications du Conseil ou de la Commission de l'Union européenne, relatifs aux programmes financés par l'Union européenne et pour lesquels le Gouvernement a décidé une participation de la Région wallonne.

- Montant du crédit initial : Engagement ; **550 milliers EUR**
  Ordonnancement : **1.050 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté : Engagement ; **700 milliers EUR**
  Ordonnancement : **1.319 milliers EUR**

Ce crédit est destiné à réaliser des mises à l'emploi réussies d'une part, à répondre précisément aux demandes des entreprises en matière de main d'œuvre qualifiée, efficace et directement opérationnelle, d'autre part. Il importe dès lors d'organiser des actions de formation qualifiante qui soient directement en prise avec les nouveaux outils et processus de fabrication, avec les métiers émergeants, avec les secteurs les plus exposés aux mutations technologiques et organisationnelles, avec le principe transversal de qualité.

Le crédit alloué permet le financement de nouveaux cursus de formation tant au niveau de leur organisation que de leur réalisation.

Dans le cadre des formations qualifiante et préqualifiante, le recours à des méthodologies originales et des outils didactiques particulièrement innovants seront favorisés, de même que la recherche de bonnes pratiques à l'échelle européenne en vue de leur transfert vers la Région.

Enfin, le crédit permet également l'organisation de formations liées à l'encadrement, la gestion ou la création d'entreprise.

La formation d'aides familiales pour le secteur privé est intégrée dans la présente allocation budgétaire.

Ajustement
Les crédits sont adaptés en fonction du volume des dossiers en cours d'instruction et/ou en voie de liquidation auprès de la Direction de la formation professionnelle.

- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2008	2009	2010	2011	Exercices ultérieurs
Encours < 2008	1.617	919	531	167		
Crédits 2008	700	400	200	100		
Totaux	2.317	1.319	731	267		

- Liquidation de trésorerie : non réglementée

A.B. 33.21 - Subvention pour la formation des travailleurs et l'adaptabilité des entreprises (cd)
(CODE SEC : 33.21.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Décret budgétaire

  - Loi du 1er juillet portant instauration de l'octroi d'une indemnité de promotion sociale.
  - Arrêté royal du 20/07/1964 relatif aux conditions d'octroi d'une indemnité de promotion sociale aux travailleurs qui ont terminé avec succès, dans un établissement de l'Etat ou un établissement subventionné ou agréé, un cycle complet de cours ressortissant à l'enseignement du soir ou du dimanche, leur permettant d'améliorer leur qualification professionnelle, modifié par les Arrêtés royaux des 15/04/1965, 25/04/1967, 05/02/1968, 18/04/1969 et 09/07/1969.
  - Arrêté royal du 28/12/1973 accordant une indemnité de promotion sociale aux travailleurs qui suivent des cours en vue de parfaire leur formation intellectuelle, morale ou sociale.
  - Arrêté ministériel du 09/01/1974 relatif à l'introduction de la demande d'octroi d'une indemnité de promotion sociale par les travailleurs qui suivent des cours en vue de parfaire leur formation intellectuelle, morale ou sociale.
  - Les décisions, règlements, communications du Conseil ou de la Commission de l'Union européenne, relatifs aux programmes financés par l'Union européenne et pour lesquels le Gouvernement a décidé une participation de la Région wallonne.

- Montant du crédit initial : Engagement : **971 milliers EUR**
  Ordonnancement : **1.050 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté : Engagement : **1.117 milliers EUR**
  Ordonnancement : **1.077 milliers EUR**

Ce crédit est destiné à garder constant le niveau de qualification des travailleurs et à leur permettre d'évoluer sur leur poste de travail d'une part, de garantir la mobilité professionnelle d'autre part. Afin également de permettre aux entreprises, surtout PME, d'adapter leur organisation aux contraintes liées à la compétitivité, il convient de soutenir des actions de formation spécifiquement dédicacées aux travailleurs soumis aux mutations technologiques et

organisationnelles.

Une attention particulière sera accordée aux zones soutenues par l'Europe d'une part, aux secteurs confrontés à la nécessaire diversification de leurs produits et processus d'autre part.

Le crédit demandé est complémentaire à l'AB 33.22 (Centres de compétence) dans la mesure où il servira pour des actions hors Centres de compétence mais caractérisées par un degré élevé d'innovation tant dans les contenus à portée technologique que pour l'acquisition de compétences transverses.

Cette allocation de base financera également les formations en alphabétisation des travailleurs.

Ajustement
Les crédits sont adaptés en fonction du volume des dossiers en cours d'instruction et/ou en voie de liquidation auprès de la Direction de la formation professionnelle.

- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2008	2009	2010	2011	Exercices ultérieurs
Encours < 2008	1.338	668	561	109		
Crédits 2008	1.117	409	409	299		
Totaux	2.455	1.077	970	408		

- Liquidation de trésorerie : non réglementée

A.B. 33.22 – Subvention pour le fonctionnement des Centres de compétence (cnd)
(CODE SEC : 33.22.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Décret budgétaire

  - Les décisions, règlements, communications du Conseil ou de la Commission de l'Union européenne, relatifs aux programmes financés par l'Union européenne et pour lesquels le Gouvernement a décidé une participation de la Région wallonne.
  - Décision du Gouvernement wallon du 31 août 2000 concernant le cahier des charges des Centres de compétence labellisés.

- Montant du crédit initial : **5.700 milliers EUR**
- Montant du crédit ajusté : **5.487 milliers EUR**

- Dépenses années antérieures : initial : **0 millier EUR**
- Dépenses années antérieures : ajusté : **57 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à :

  Les Centres de compétence, au nombre de 24 en 2007 (dont 12 constitués en ASBL), rassemblent en leur sein toute la compétence nécessaire à la formation qualifiante d'un large public bénéficiaire (entreprises, travailleurs, demandeurs d'emploi, apprentis, étudiants et enseignants).
  Chaque Centre est dédicacé à une filière métier ou un secteur spécifique et fonctionne sur une base partenariale (Région, opérateurs de formation, fonds sectoriel, université, Union européenne).

  Outre les actions de formation, ils proposent également des actions de sensibilisation, veille sur l'évolution des métiers et des qualifications (en lien avec l'IWEPS), aide à la définition des besoins de formation des entreprises et de leurs travailleurs, élaboration d'outils pédagogiques innovants, en particulier en matière de formation à distance.
  Les différents Centres de compétence existants sont constitués, depuis 2001, en un Réseau de Centres de compétence labellisés afin de garantir la cohérence des actions (maintenir une ligne d'actions communes), l'harmonisation du fonctionnement des différents Centres, l'échange de ressources et de bonnes pratiques respectives et afin de développer des synergies entre eux sur des axes particuliers, comme par exemple, la veille

sur les métiers ou encore la formation à distance.

Le crédit demandé permettra de financer le fonctionnement de certains Centres existants constitués en ASBL et labellisés. Afin de garantir la pertinence des investissements publics dans chaque nouveau Centre de compétence, ceux-ci doivent se conformer au cahier des charges de la labellisation, approuvé par le Gouvernement wallon en date du 15 février 2007.

Ajustement
Les crédits années antérieures sont destinés à la liquidation de soldes de subventions 2006 pour la formation à destinations des employés (16.000 EUR) et à Cefoverre (41.000 EUR).

- Liquidation de trésorerie : non réglementée

A.B. 33.31 – Soutien aux actions de sensibilisation, études, projets pilotes relatifs à la formation (cnd)
(CODE SEC : 33.31.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Décret budgétaire

  - Les décisions, règlements, communications du Conseil ou de la Commission de l'Union européenne, relatifs aux programmes financés par l'Union européenne et pour lesquels le Gouvernement a décidé une participation de la Région wallonne.

- Montant du crédit initial : **36 milliers EUR**
- Montant du crédit ajusté : **30 milliers EUR**

Ce crédit est destiné à :

- des études en matière de formation professionnelle en général (enquêtes, bench-marking, évaluation de structures, recherche-action …) ;
- la participation de fonctionnaires à des manifestations relatives aux présentes compétences ministérielles ;
- l'organisation de manifestations ou de campagnes de promotion en faveur de la formation ;
- l'acquisition de documentations relatives aux politiques à mener ;
- la réalisation de brochures et catalogues promouvant l'offre de formation en Région wallonne.

Par ailleurs, cette allocation permet la mise en place d'actions spécifiques avec le public tel que défini dans le cadre du plan d'action pluriannuel du Gouvernement wallon relatif à l'habitat permanent dans les équipements touristiques en Wallonie.

Ajustement
Cette réduction vise à compenser partiellement l'augmentation de l'allocation de base 33.11.

- Liquidation de trésorerie : non réglementée

A.B. 33.41 – Subvention en vue de promouvoir les actions de luttes contre les discriminations dans le secteur de la formation (cnd)
(CODE SEC : 33.41.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Décret budgétaire

  - Les décisions, règlements, communications du Conseil ou de la Commission de l'Union européenne, relatifs aux programmes financés par l'Union européenne et pour lesquels le Gouvernement a décidé une participation de la Région wallonne.

- Montant du crédit initial : **658 milliers EUR**
- Montant du crédit ajusté : **739 milliers EUR**

- Dépenses années antérieures : initial : **17 milliers EUR**

- Dépenses années antérieures : ajusté : **17 milliers EUR**

Ce crédit est destiné à promouvoir des pratiques et des actions de lutte contre les discriminations en lien avec la formation et le marché de l'emploi, notamment des actions de formation pour les femmes – qu'elles soient demandeuses d'emploi, chômeuses ou travailleuses, et en particulier les femmes immigrées. Ces actions de formation, dont le degré de qualification peut être variable, seront ciblées sur des contenus pour lesquels il apparaît que les femmes sont régulièrement sous-représentées : formations techniques, nouvelles technologies, gestion d'entreprise, etc. et pour lesquels des mises à niveau peuvent être nécessaires en termes de compétences transversales

Des actions seront également menées pour lutter contre certains obstacles à l'accès en formation de publics discriminés (mobilité, …).

Ajustement
Les crédits sont adaptés en fonction du volume des dossiers en cours d'instruction et/ou en voie de liquidation auprès de la Direction de la formation professionnelle.

- Liquidation de trésorerie : non réglementée

A.B. 33.42 – Subvention pour la sensibilisation des acteurs socio-économiques (cnd)
(CODE SEC : 33.42.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Décret budgétaire

  - Les décisions, règlements, communications du Conseil ou de la Commission de l'Union européenne, relatifs aux programmes financés par l'Union européenne et pour lesquels le Gouvernement a décidé une participation de la Région wallonne.

- Montant du crédit initial : **47 milliers EUR**
- Montant du crédit ajusté : **50 milliers EUR**

- Dépenses années antérieures : initial : **3 milliers EUR**
- Dépenses années antérieures : ajusté : **11 milliers EUR**

Le crédit financera des actions destinées à intégrer le principe d'égalité dans le chef des acteurs socio-économiques wallons, en particulier dans les PME. Ces actions, notamment réalisées en partenariat avec les ONG, le secteur privé, les partenaires sociaux, démontreront l'intérêt à intégrer la parité à tous les niveaux et à faciliter cette intégration par des organisations du travail alliant vie professionnelle et vie familiale.

Pour être pertinentes, les actions envisagées ici doivent obligatoirement être portées par un ensemble d'acteurs. Le crédit pourra donc être utilisé par des consortiums mis sur pied dans le cadre d'EQUAL (PDD) et à ce titre financer des actions d'égalité au sens large (publics défavorisés).

Ajustement
Les crédits années antérieures sont destinés à la liquidation de subventions 2006 à l'asbl Lire & Ecrire Wallonie.

- Liquidation de trésorerie : non réglementée

A.B. 41.01 - Mise en œuvre, dans le domaine de la formation, des programmes de transition professionnelle (cd)
(CODE SEC : 41.01.40)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  - Décret du 18/07/1997, portant approbation de l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et les Régions, relatif aux programmes de transition professionnelle.
  - Décret du 18 juillet 1997 créant un Programme de Transition Professionnelle.

- Arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 1997 d'exécution du Décret du 18 juillet 1997 créant un Programme de Transition Professionnelle.
- Arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 1997 d'exécution du Décret du 18 juillet 1997 créant un Programme de Transition Professionnelle.

- Montant du crédit initial : Engagement ; **681 milliers EUR**
  Ordonnancement : **681 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté : Engagement ; **681 milliers EUR**
  Ordonnancement : **446 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à renforcer l'emploi dans le secteur de la Formation. Les moyens sont transférés au FOREM qui assure le financement global de ces emplois.

  Ajustement
  Le crédit d'ordonnancement est adapté sur base du décompte 2007 transmis par le FOREM.

- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2008	2009	2010	2011	Exercices ultérieurs
Encours < 2008	162	162				
Crédits 2008	681	284	162			
Totaux	843	446	162			

- Liquidation de trésorerie : non réglementée

A.B. 43.12 - Subvention en vue de soutenir les actions de préqualifications (cnd)
(CODE SEC : 43.12.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  - Décret du 01/04/2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail.
  - Arrêté du Gouvernement wallon du 21/12/2006 portant exécution du décret du 1er avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail.
  - Les décisions, règlements, communications du Conseil ou de la Commission de l'Union européenne, relatifs aux programmes financés par l'Union européenne et pour lesquels le Gouvernement a décidé une participation de la Région wallonne.

- Montant du crédit initial : **982 milliers EUR**
- Montant du crédit ajusté : **982 milliers EUR**

- Dépenses années antérieures : initial : **0 millier EUR**
- Dépenses années antérieures : ajusté : **43 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à permettre le financement des subventions versées aux CPAS qui ont reçu l'agrément comme EFT ou OISP en application du décret du 1er avril 2004.

  Ajustement
  Les crédits années antérieures sont destinés à la liquidation de subventions 2006 à des EFT-OISP de CPAS.

- Liquidation de trésorerie : non réglementée

A.B.43.42 – Subvention pour la sensibilisation des acteurs socio-économiques (cnd)
(CODE SEC : 43.42.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Décret budgétaire

  Les décisions, règlements, communications du Conseil ou de la Commission de l'Union européenne, relatifs aux programmes financés par l'Union européenne et pour lesquels le Gouvernement a décidé une participation de la Région wallonne.

- Montant du crédit initial : **0 millier EUR**
- Montant du crédit ajusté : **0 millier EUR**

- Dépenses années antérieures : initial : **0 millier EUR**
- Dépenses années antérieures : ajusté : **51 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à financer des actions visant à intégrer le principe d'égalité dans le chef des acteurs socio-économiques wallons, en particulier dans les PME. Ces actions, notamment réalisées en partenariat avec les ONG, le secteur privé, les partenaires sociaux, démontreront l'intérêt à intégrer la parité à tous les niveaux et à faciliter cette intégration par des organisations du travail alliant vie professionnelle et vie familiale.

  Suite au lancement en 2007 d'un vaste projet triennal de promotion des métiers techniques en collaboration avec la Communauté française, les opérateurs publics de formation et les secteurs, ce crédit est ramené à zéro au budget initial 2007.

  Ajustement
  Les crédits années antérieures sont destinés à la liquidation de subventions 2006 à la Ville de Verviers (1.000 EUR) et à la Province de Hainaut (50.000 EUR).

- Liquidation de trésorerie : non réglementée

A.B. 74.05 – Achat de biens meubles durables spécifiques au programme (cnd)
(CODE SEC : 74.05.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

- Montant du crédit initial : **5 milliers EUR**
- Montant du crédit ajusté : **0 millier EUR**

- Ce crédit est destiné à l'achat de biens meubles effectués par l'Administration afin d'opérer efficacement sa mission de promotion de la formation.

  Ajustement
  Pas d'achats prévus cette année.

- Liquidation de trésorerie : non réglementée

PROGRAMME 14 : FOREM - Formation

Moyens budgétaires	Tit	DO	Prog	A.B.	cnd cd cv	R I E P	(en milliers EUR) MA 2008 i	MA 2008 aj	MP 2008 i	MP 2008 aj
Subvention de fonctionnement au FOREM	I	11	14	41.01.40	cd		114.348	+185	114.348	+185
Plan Formation – Insertion	I	11	14	41.02.40	cd		0		0	
Financement de projets visant à améliorer l'insertion socio-professionnelle et la formation professionnelle	I	11	14	41.03.40	cd		0		0	
Financement du chèque formation	I	11	14	41.04.40	cd		8.993		8.993	
Financement du volet formation des pôles de compétitivité (actions prioritaires – mesure 1.4)	I	11	14	41.05.40	cd		5.945		5.945	
Crédit adaptation	I	11	14	41.06.40	cd		7.000		7.000	
Subvention en vue de promouvoir la formation des P.T.P.	I	11	14	41.07.40	cd		0		0	
Subvention en vue de promouvoir les métiers du secteur non marchand	I	11	14	41.08.40	cd		1.387		1.387	
Mise en ouvre des politiques de formation confiées au Forem dans le cadre du plan d'actions prioritaires pour la Wallonie	I	11	14	41.09.40	cd		21.256		21.256	
Subvention pour le fonctionnement des centres de compétence	I	11	14	41.10.40	cd	R	1.353		1.353	
Articulation entre la formation initiale et la formation professionnelle	I	11	14	41.11.40	cd		1.496		1.496	
Articulation entre la formation initiale et la formation professionnelle dans le cadre du plan d'actions prioritaires pour la Wallonie	I	11	14	41.12.40	cd		4.000		4.000	
Subvention pour de nouvelles actions dans le cadre du contrat de gestion	I	11	14	41.13.40	cd		250		250	
(Nouveau) Subvention au pôle de formation consacré aux motorisations propres - Plan Air-Climat	I	11	14	41.14.40	Cd		1.500		1.000	
Subvention au FOREM pour des investissements en rapport avec les centres de formation professionnelle	II	11	14	61.01.41	cd	I	800		800	
Financement du volet formation des pôles de compétitivité (actions prioritaires – mesure 1.4)	II	11	14	61.02.40	cd		0		0	
TOTAL							**168.328**	**+185**	**167.828**	**+185**

Légende :
Moyens budgétaires : libellés des allocations
Tit : I=dépenses courantes; II=dépenses de capital
D.O. : n° de la division organique
Prog. : n° de programme
A.B. : codes économiques (2erSEC, n°d'ordre, 3et4SEC)
CND/CD/CV : crédits non dissociés, dissociés ou variables
R= crédits consacrés (en tout ou en partie) à la recherche
I= crédits consacrés à l'investissement public
E= crédits destinés aux programmes particuliers cofinancés par les fonds européens
P= crédits transférés (en tout ou en partie) à un pararégional
MA 2007 : moyens d'engagement de l'exercice en cours
MA 2008 : moyens d'engagement proposés pour 2008
MP 2007 : moyens de paiement de l'exercice en cours
MP 2008 : moyens de paiement proposés pour 2008

Objectif du programme :

Prise en charge des dépenses de fonctionnement du FOREM et des actions de promotion de la Formation professionnelle qui relèvent de sa compétence.

COMMENTAIRE PAR ALLOCATIONS DE BASE

A.B. 41.01 – Subvention de fonctionnement au FOREM (cd)
(CODE SEC : 41.01.40)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  Décret de la Communauté française du 23 décembre 1988 portant attribution des missions de Formation professionnelle à un organisme créé par la Région wallonne.
  Contrat de gestion du FOREM 1996-1999 approuvé par le Gouvernement.
  Avenant 2000 au contrat de gestion approuvé par le Gouvernement.
  Contrat de gestion de Le FOREM 2002-2005.
  Contrat de gestion de Le FOREM 2006-2011.
  Décret budgétaire.

- Montant du crédit initial : Engagement : **114.348 milliers EUR**
  Ordonnancement : **114.348 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté : Engagement ; **114.533 milliers EUR**
  Ordonnancement : **114.533 milliers EUR**

- Ce montant résulte de la consolidation de plusieurs lignes politiques (fusion de 4 allocations de base en 2004) et se décompose comme suit :

Plan Formation insertion	5.403 milliers EUR
Insertion socio-professionnelle	9.744 milliers EUR
Formation P.T.P.	1.076 milliers EUR
Fonctionnement de Le FOREM	98.310 milliers EUR
TOTAL	114.533 milliers EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir :
  - les frais de fonctionnement du FOREM pour l'ensemble de son action de Formation professionnelle;
  - l'application des articles 6 et 7 de l'A.E.C.F. du 12/05/1987 et de l'accord du Gouvernement wallon du 8 février 2002.

  Le montant alloué à cette allocation de base intègre le transfert de compétence entre la Région wallonne et la Communauté germanophone (décret du 6 mai 1999) et permet également de régler le problème des statuts des travailleurs du FOREM en fonction de son redéploiement organisateur (S.P.E.). L'augmentation de la subvention de fonctionnement résulte de l'application du Contrat de gestion de l'Office qui lie le montant de la subvention au taux d'inflation

  Ce montant inclus notamment :

  - les compléments des frais de fonctionnement des carrefours formation ;
  - les frais de fonctionnement des Centres de Formation en augmentation pour tenir compte de l'inflation des prix des matières d'œuvre ainsi que de l'augmentation de la production de ces centres ;
  - l'impact des rémunérations des stagiaires en formation augmentant de façon linéaire avec la production ;
  - l'impact de l'augmentation importante des formations menées en partenariat (notamment avec l'ASBL « Lire et Ecrire » et les centres de compétence).
  - etc…

  Pour plus d'informations, voir à titre indicatif le projet de budget ajusté du FOREM en annexe IV.1. Celui-ci sera soumis prochainement au Comité de Gestion de l'organisme.

  Ajustement
  L'ajustement résulte, d'une part, de l'application du contrat de gestion et la prise en compte du taux d'inflation définitif 2007 (1.8 %) plus faible que prévu lors de l'élaboration de ce budget (1.9 %) et, d'autre part, de la mise en œuvre de la convention sectorielle concernant les primes de fin d'année.

- Dévolution des crédits :

Engagements	Paiements

		2008	2009	2010	2011	Exercices ultérieurs
Encours < 2008	0					
Crédits 2008	114.533	114.533				
Totaux	114.533	114.533				

- Liquidation de trésorerie : trimestriellement, par tranches de 25 % de la subvention.

PROGRAMME 15 : FORMATION AGRICOLE

Moyens budgétaires	Tit.	DO	Prog.	A.B.	cnd cd cv	R I E p	(en milliers EUR)			
							MA		MP	
							2008 i	2008 aj	2008 i	2008 aj
Subventions à des associations d'amateurs horticoles pour l'organisation de séances d'études et de conférences	I	11	15	33.02.00	cnd		110		110	
Subventions aux centres agréés de formation professionnelle agricole pour l'organisation des cours et autres activités en rapport	I	11	15	33.03.00	cnd		968		968	
Subventions pour la formation à la qualité dans le secteur agricole	I	11	15	33.04.00	cnd		45		45	
Indemnités de promotion sociale aux agriculteurs et à leurs aidants	I	11	15	34.01.41	cnd		10		10	
TOTAL							**1.133**		**1.133**	

Légende :
Moyens budgétaires : libellés des allocations
Tit : I=dépenses courantes; II=dépenses de capital
D.O. : n° de la division organique
Prog. : n° de programme
A.B. : codes économiques (2erSEC, n°d'ordre, 3et4SEC)
CND/CD/CV : crédits non dissociés, dissociés ou variables
R= crédits consacrés (en tout ou en partie) à la recherche
I= crédits consacrés à l'investissement public
E= crédits destinés aux programmes particuliers cofinancés par les fonds européens
P= crédits transférés (en tout ou en partie) à un pararégional
MA 2007 : moyens d'engagement de l'exercice en cours
MA 2008 : moyens d'engagement proposés pour 2008
MP 2007 : moyens de paiement de l'exercice en cours
MP 2008 : moyens de paiement proposés pour 2008

Objectif du programme :

Financement de la Formation agricole et des activités de formation en relation avec l'agriculture.

POUR MEMOIRE

PROGRAMME 16 : FORMATION DES INDEPENDANTS

Moyens budgétaires	Tit.	DO	Prog.	A.B.	cnd cd cv	R I E P	(en milliers EUR) MA 2008 i	MA 2008 aj	MP 2008 i	MP 2008 aj
Subvention de fonctionnement à l'Institut de formation pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises	I	11	16	41.01.40	cd		524	-262	524	-262
(Nouveau) Mise en ouvre des politiques de formation confiées à l'IFAPME dans le cadre du plan d'actions prioritaires pour la Wallonie	I	11	16	41.02.40	cd		3.930		3.930	
(Nouveau) Financement du plan langues dans le cadre des formations en alternance (plan d'actions prioritaires pour la Wallonie)	I	11	16	41.03.40	cd		675		675	
Subventions de fonctionnement à l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises	I	11	16	41.05.40	cd		12.360	+31	12.360	+31
Subventions pour la formation des indépendants (IFAPME)	I	11	16	41.06.40	cd		24.581	-46	24.581	-46
(Nouveau) Subvention pour de nouvelles actions dans le cadre du contrat de gestion	I	11	16	41.07.40	cd		916		916	
Subvention à l'IFAPME pour des investissements en rapport avec les centres de formation professionnelle	II	11	16	61.02.41	cd	I	1.930		1.930	
Construction de bâtiments, achat de terrains et bâtiments	II	11	16	72.01.10	cd	I	0		0	
TOTAL							**44.916**	**-277**	**44.916**	**-277**

Légende :
Moyens budgétaires : libellés des allocations
Tit : I=dépenses courantes; II=dépenses de capital
D.O. : n° de la division organique
Prog. : n° de programme
A.B. : codes économiques (2erSEC, n°d'ordre, 3et4SEC)
CND/CD/CV : crédits non dissociés, dissociés ou variables
R= crédits consacrés (en tout ou en partie) à la recherche
I= crédits consacrés à l'investissement public
E= crédits destinés aux programmes particuliers cofinancés par les fonds européens
P= crédits transférés (en tout ou en partie) à un pararégional
MA 2007 : moyens d'engagement de l'exercice en cours
MA 2008 : moyens d'engagement proposés pour 2008
MP 2007 : moyens de paiement de l'exercice en cours
MP 2008 : moyens de paiement proposés pour 2008

Objectifs du programme :

Financement de l'IFAPME (Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, OIP relevant de la Région wallonne par décret du 17 juillet 2003) et du réseau des centres de formation qui en dépendent.

L'IFAPME a pour missions essentielles :

- d'organiser et de promouvoir la formation en alternance, en particulier l'apprentissage et la formation de chef d'entreprise ;
- d'instaurer une structure d'appui à la formation en alternance en Région wallonne ;
- d'organiser, de coordonner et de financer le réseau des centres de formation ;
- d'organiser et de promouvoir la formation continue pour les professions indépendantes et pour les petites entreprises ;
- d'agréer, de coordonner et de subventionner les cours organisés par les centres de formation et d'en assurer l'évaluation pédagogique ;
- d'accompagner le déroulement de l'apprentissage et du stage en entreprise.

COMMENTAIRE PAR ALLOCATIONS DE BASE

A.B. 41.01 – Subvention de fonctionnement à l'Institut de formation pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises (cd)
(CODE SEC : 41.01.40)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  - Décret attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française ;
  - Accord de coopération du 20 février 1995 relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et les moyennes entreprises, modifié par avenant le 4 juin 2003 (décret d'assentiment du 17 juillet 2003).

- Montant du crédit initial : Engagement : **524 milliers EUR**
  ordonnancement : **524 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté : Engagement ; **262 milliers EUR**
  Ordonnancement : **262 milliers EUR**

- Ce crédit est actuellement destiné au fonctionnement de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les PME (Altis), cogéré par la Région wallonne, la COCOF et la Communauté française, en vertu de l'article 15 de l'accord de coopération du 20 février 1995.

  Cette intervention de la Région couvre 60% des frais de fonctionnement de cet Institut, conformément à la clé de répartition fixée à l'article 42 dudit accord de coopération.

  Par la suite, dans le cadre de la simplification du pilotage de l'alternance, l'intégration de la structure chargée du soutien et de la promotion de la formation en alternance sera réalisée en 2008. Cette intégration donnera lieu au redéploiement de l'OIP.

  Ajustement
  Les crédits de cette allocation de base avait été sensiblement augmenté à l'occasion du budget initial, et ce en vue de la réforme de l'alternance et en particulier de ALTIS. Bien que les principes de cette réforme aient été approuvés à l'occasion du Gouvernement conjoint Région wallonne / Communauté française / COCOF du 30 mai 2008, son entrée en vigueur ne pourra intervenir en 2008.

- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2008	2009	2010	2011	Exercices ultérieurs
Encours < 2008	0					
Crédits 2008	262	262				
Totaux	262	262				

- Liquidation de trésorerie : trimestriellement, par tranches de 25 % de la subvention.

A.B. 41.05 – Subventions de fonctionnement à l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises (cd)
(CODE SEC : 41.05.40)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Décret du Parlement wallon du 17 juillet 2003 modifiant par avenant l'accord de coopération du 20/02/1995 relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et les moyennes entreprises, modifié par avenant le 17/07/2003.
  Décret du 17/07/2003 portant création de l'Institut de formation en alternance et des petites et moyennes entreprises (IFAPME).
  Contrat de gestion 2006-2010 de l'IFAPME

- Montant du crédit initial : Engagement : **12.360 milliers EUR**
  ordonnancement : **12.360 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté : Engagement ; **12.391 milliers EUR**
  Ordonnancement : **12.391 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à couvrir :

  - financement des frais de fonctionnement des services centraux et des entités territoriales de l'IFAPME ;
  - financement de dépenses particulières (promotion, études, réseau informatique) en faveur du réseau de formation IFAPME ;
  - financement des frais de fonctionnement liés à l'encadrement pédagogique de la formation et des formateurs et à l'accompagnement des apprenants en entreprises ;

  Pour plus d'informations, voir à titre indicatif le projet de budget ajusté de l'IFAPME en annexe IV.2. Celui-ci sera soumis prochainement au Comité de Gestion de l'organisme.

  Ajustement
  L'ajustement résulte, d'une part, de l'application du contrat de gestion et la prise en compte du taux d'inflation définitif 2007 (1.8 %) plus faible que prévu lors de l'élaboration de ce budget (1.9 %) et, d'autre part, de la mise en œuvre de la convention sectorielle concernant les primes de fin d'année.

- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2008	2009	2010	2011	Exercices ultérieurs
Encours < 2008	0					
Crédits 2008	12.391	12.391				
Totaux	12.391	12.391				

- Liquidation de trésorerie : trimestriellement, par tranches de 25 % de la subvention.

A.B. 41.06 – Subventions pour la formation des indépendants (IFAPME) (cd)
(CODE SEC : 41.06.40)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Décret du Parlement wallon du 17 juillet 2003 modifiant par avenant l'accord de coopération du 20/02/1995 relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et les moyennes entreprises, modifié par avenant le 17/07/2003.
  Décret du 17/07/2003 portant création de l'Institut de formation en alternance et des petites et moyennes entreprises (IFAPME).
  Contrat de gestion 2006-2010 de l'IFAPME

- Montant du crédit initial : Engagement : **24.581 milliers EUR**
  Ordonnancement : **24.581 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté : Engagement ; **24.535 milliers EUR**
  Ordonnancement : **24.535 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à couvrir les frais des centres de formation relevant de l'IFAPME.

  - financement des formateurs sous contrat à durée indéterminée ;
  - financement des formateurs sous contrat à durée déterminée et de leurs frais de déplacements. Ce financement est directement lié au nombre d'heures de cours données par le réseau de l'Institut;
  - intervention forfaitaire – fonction du nombre d'auditeurs et des heures de cours données – dans les frais de fonctionnement des Centres de formation permanente relevant de l'IFAPME ;

- financement d'actions de formation continue ;
- intervention dans des actions de promotion menées par l'IFAPME en partenariat avec les différents centres de formation du réseau, notamment dans l'optique de mieux promouvoir la formation en alternance auprès du public ;
- subvention des investissements en équipements pédagogiques pour les centres de formation et les centres de compétences ;
- participation à différents partenariats, dans l'optique de développer des synergies avec d'autres opérateurs et de proposer des actions innovantes ;
- intervention dans les Centres de compétences dans lesquels l'IFAPME est partenaire ;
- financement de dépenses à caractères pédagogiques.

Pour plus d'informations, voir à titre indicatif le projet de budget ajusté de l'IFAPME en annexe IV.2. Celui-ci sera soumis prochainement au Comité de Gestion de l'organisme.

Ajustement

L'ajustement résulte de l'application du contrat de gestion et la prise en compte du taux d'inflation définitif 2007 (1.8 %) plus faible que prévu lors de l'élaboration de ce budget (1.9 %).

- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2008	2009	2010	2011	Exercices ultérieurs
Encours < 2008	0					
Crédits 2008	24.535	24.535				
Totaux	24.535	24.535				

- Liquidation de trésorerie : trimestriellement, par tranches de 25 % de la subvention.

DIVISION ORGANIQUE 30

Provisions interdépartementales pour la programmation 2000 – 2006
des cofinancements européens

PROGRAMME 30.04 – COFINANCEMENTS EUROPEENS DU MINISTRE CHARGE DE LA FORMATION

Moyens budgétaires	Tit.	DO	Prog.	A.B.	cnd cd cv	RI EP	(en milliers EUR)			
							MA		MP	
							2008 i	2008 aj	2008 i	2008 aj
Cofinancements européens du Ministre de la Formation *Dont arrêté de réallocation*	I	30	04	01.01.00	cd		21 *-829*		30 *-10.270*	
Total							**21**		**30**	

Légende :
Moyens budgétaires : libellés des allocations
Tit : I=dépenses courantes; II=dépenses de capital
D.O. : n° de la division organique
Prog. : n° de programme
A.B. : codes économiques (2erSEC, n°d'ordre, 3et4SEC)
CND/CD/CV : crédits non dissociés, dissociés ou variables
R= crédits consacrés (en tout ou en partie) à la recherche
I= crédits consacrés à l'investissement public
E= crédits destinés aux programmes particuliers cofinancés par les fonds européens
P= crédits transférés (en tout ou en partie) à un pararégional
MA 2007 : moyens d'engagement de l'exercice en cours
MA 2008 : moyens d'engagement proposés pour 2008
MP 2007 : moyens de paiement de l'exercice en cours
MP 2008 : moyens de paiement proposés pour 2008

Objectifs du programme

Ce programme est destiné aux actions cofinancées par l'Union européenne dans le cadre de la nouvelle programmation 2000-2006 de l'objectif 1 (phasing out), des objectifs 2 rural et urbain et des différentes initiatives communautaires (URBAN, LEADER+, INTERREG, EQUAL).

POUR MEMOIRE

DIVISION ORGANIQUE 53

Services techniques

Mission de la Division organique :

La Division organique n°53 couvre les activités de la Direction générale des Services techniques du M.E.T. Cette direction générale regroupe des activités très variées relatives aux ouvrages d'art (ponts), aux bâtiments, au contrôle technique des structures métalliques et en béton, à la géotechnique, à la cartographie, à l'intégration paysagère, au service juridique, au service technique des marchés, aux équipements électromécaniques et de télécommunications, à l'informatique et à la télématique. Les équipements électromécaniques et de télécommunications, l'informatique et la télématique entrent dans l'attribution de la Division de l'Electricité, de l'Electromécanique, de l'Informatique et de Télécommunications et font l'objet du programme 01 en ce qui concerne les Routes, du programme 02 en ce qui concerne les Voies hydrauliques et du programme 03 pour les réseaux de télétransmissions et les activités relatives à la cartographie.
Quant au programme 04, programme général d'équipement, il concerne l'ensemble des divisions de la Direction générale, outre un fonds organique "des études techniques" géré par la Division du Contrôle technique et d'équipement du M.E.T. Il reprend aussi d'autres allocations relatives à l'équipement du MET comme les activités de la Direction de l'Intégration paysagère et du Patrimoine

PROGRAMME 03 : RESEAUX DE TELETRANSMISSION ET SYSTEMES D'INFORMATIONS

Moyens budgétaires	Tit.	D.O..	Prog.	A.B.	cnd cd cv	RIEP	(en milliers EUR)			
							MA		MP	
							2008 i	2008 aj	2008 i	2008 aj
Etudes et prestations de services dans le cadre des marchés Cyberécoles et Cyberclasses	I	53	03	12.03.30	cnd		2.960	-335	2.960	-335
Frais d'exploitation, d'entretien ordinaire et de gestion des équipements des projets cyberécoles et cyberclasses	I	53	03	14.07.10	cd		240		440	
Intervention résultant de la location financement destinée à la réalisation des programmes Cyberécoles et Cyberclasses – Intérêts	I	53	03	21.01.50	cnd		1.300		1.300	
Travaux et fournitures dans le cadre des cyberclasses	II	53	03	73.16.00	cd	I	0		0	
Intervention résultant de la location financement destinée à la réalisation des programmes Cyberécoles et Cyberclasses – Capital	II	53	03	91.01.70	cnd	I	7.640		7.640	
Total :							**12.140**	**-335**	**12.340**	**-335**

Légende :
Moyens budgétaires : libellés des allocations
Tit : I=dépenses courantes; II=dépenses de capital
D.O. : n° de la division organique
Prog. : n° de programme
A.B. : codes économiques (2erSEC, n°d'ordre, 3et4SEC)
CND/CD/CV : crédits non dissociés, dissociés ou variables
R= crédits consacrés (en tout ou en partie) à la recherche
I= crédits consacrés à l'investissement public
E= crédits destinés aux programmes particuliers cofinancés par les fonds européens
P= crédits transférés (en tout ou en partie) à un pararégional
MA 2007 : moyens d'engagement de l'exercice en cours
MA 2008 : moyens d'engagement proposés pour 2008
MP 2007 : moyens de paiement de l'exercice en cours
MP 2008 : moyens de paiement proposés pour 2008

Objectifs du programme :

Les Allocations de base reprise dans le tableau ci-dessus sont celles sous la tutelle du Ministre de la Formation et concernent toutes les projets Cyberécoles et Cyberclasses.

COMMENTAIRE PAR ALLOCATIONS DE BASE

A.B. 12.03 - Etudes et prestations de services dans le cadre des marchés Cyberécoles et Cyberclasses (cnd) (Code SEC : 12.03.30)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : loi et arrêtés sur les marchés publics.

- Montant du crédit initial : **2.960 milliers EUR**
- Montant du crédit ajusté : **2.625 milliers EUR**

- Le crédit est destiné aux engagements relatifs aux prestations de service dans le cadre des marchés Cyberécoles et Cyberclasses qui ne peuvent pas être à charge des marchés de leasing.

- Décomposition du crédit (à titre indicatif)

D.456 - Direction de l'Informatique et de la Télématique	**TOTAL**	**2.625 milliers EUR**
Assurance		200 milliers EUR
Provision pour frais de justice et d'avocats		200 milliers EUR
Help desk Cyberclasses		2.165 milliers EUR
Participation au salon de l'éducation		10 milliers EUR
Création de support de communication du projet (site Internet, CD-ROM,…)		50 milliers EUR

Ajustement
L'ajustement à la baisse résulte de la révision à la baisse du montant estimé du marché du Helpdesk Cyberclasses.

- Liquidation trésorerie: non réglementée

IV. ANNEXES

IV.1. PROJET DE BUDGET AJUSTE DU FOREM

LE FOREM

Forem Support
Direction des ressources financières
boulevard Tirou 104
B - 6000 Charleroi
Tél. 071 20 65 87
Fax 071 20 63 99

Charleroi, le 04 JUIN 2008

Monsieur M. TARABELLA
Ministre de la Formation
Rue des Brigades d'Irlande, 4

5100 Namur

V/réf.
N/réf. à rappeler000
0001/FS2230/RG/010.2008
Annexe(s): 1

Votre contact:
Robert GALLIEN
071 20 63 04

Objet: Ajustement Région wallonne pour les subventions du FOREM

Monsieur le Ministre,

Veuillez trouver ci-joint le tableau des subventions ajustées 2008 du Forem après la décision du gouvernement du 22 mai. La répartition de l'ajustement par nature de dépenses est la suivante :

En ce qui concerne le programme 14 :

- Dépenses en personnel : +405m€
  majoration destiné au financement du surcoût de la prime de fin d'année selon la convention sectorielle 2005-2006 ;
- Dépenses de biens non durables : -220m€
  diminution pour la correction du paramètre inflatoire.

Je vous remercie de l'attention que vous apporterez à la présente et vous prie de croire, Monsieur le Ministre, en l'assurance de ma très haute considération.

J.P. MEAN
Administrateur général

TABLEAU SUBVENTIONS REGION WALLONNE 2008

en €

Allocation de base		Subv 2008	AJU RW	TOTAL Subv 2008	Répartition de l'ajustement par AB		
					811	812	833
PROGRAMME 09							
41.04.09 Plan d'accompagnement à l'emploi	1T	45.000	2.465	47.465	2.465		
AB 41.08.09 Fonctionnement emploi + fonct PRC		89.920	439	90.359	608	-169	
41.11.09 Cellules de reconversion	1Q	2.676	-4	2.672		-4	
41.12.09 - Maisons de l'emploi (hors CEFO et nouvelles Mde)	1R	4.904	-8	4.896		-8	
41.13.09 CSEF	1S	3.409	-6	3.403		-6	
41.07.09 Gestion de pénurie de m.o qualifiée	1U	210		210			
61.01.09 Patrimoine	1G			0			
TOTAL Programme 09		146.119	2.886	149.005	3.073	-187	0
PROGRAMME 10							
41.01.10 TCT Bruxellois	2A/2B	3.057		3.057			
41.02.10 A.R. 123	2C			0			
41.04.10 P.T.P.	2K	15.616		15.616			
AB 41.06.10 APE	2L	513.338		513.338			
41.07.10 Emplois de proximité	2M	18.347		18.347			
41.08.10 Emplois innovants et Emplois "jeunes"	2N	20.530		20.530			
TOTAL Programme 10		570.888	0	570.888			
PROGRAMME 14							
AB 41.01.14 - Fonctionnement	3A	114.348	185	114.533	405	-220	
41.04.14 Financement du chèque formation	3I	8.993		8.993			
41.05.14 Pôles de compétitivité - Fonctionnement	3L	5.945		5.945			
41.06.14 Financement du crédit adaptation	3J	7.000		7.000			
41.08.14 Métiers du NM	3G	1.387		1.387			
AB 41.09.14 - Plan langues	3K	21.256		21.256			
41.10.14 Centres de diffusion technique	3H	1.353		1.353			
41.11.14 Articulation entre la formation initiale et la formation professionnelle	3M	1.496		1.496			
41.12.14 Articulation entre la formation initiale et la formation professionnelle	3N	4.000		4.000			
41.13.14 Subvention pour de nouvelles actions dans le cadre du contrat de gestion	3O	250		250			
41.14.14 Subvention au pôle de formation consacré aux motorisations propres - Plan Air-Climat		1.500	-1.500	0			
61.01.14 Patrimoine FP	3B	800		800			
61.02.14 Pôles de compétitivité - Investissement	3P			0			
TOTAL Programme 14		168.328	-1.315	167.013	405	-220	0
TOTAL RW		885.335	1.571	886.906	3.478	-407	0
TOTAL RW hors PM		815.047	1.571	816.618	3.478	-407	0
TOTAL PM		70.288	0	70.288	0	0	0

IV.2. PROJET DE BUDGET AJUSTE DE L'IFAPME

1ER AJUSTEMENT BUDGETAIRE 2008

Introduit le 6 juin 2008 à la demande du Cabinet du Ministre de la Formation
Présenté pour approbation au Comité de gestion du 17 juin 2008.

PROGRAMME JUSTIFICATIF INITIAL 2008

Le détail de ce programme justificatif est synthétisé dans le tableau qui suit :

Moyens budgétaires	Tit.	DO	Prog.	A.B.	cnd cd cv	R I E P	(en milliers EUR) MA Initial 2007	MA Initial 2008	MP Initial 2007	MP Initial 2008
Subvention de fonctionnement à l'Institut de formation pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises	I	11	16	**41.01**.40	cd		195	524	195	524
(Nouveau) Mise en ouvre des politiques de formation confiées à l'IFAPME dans le cadre du plan d'actions prioritaires pour la Wallonie	I	11	16	**41.02**.40	cd		2.790	3.930	2.790	3.930
(Nouveau) Financement du plan langues dans le cadre des formations en alternance (plan d'actions prioritaires pour la Wallonie)	I	11	16	**41.03**.40	cd		585	675	585	675
Subventions de fonctionnement à l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises	I	11	16	**41.05**.40	cd		12.013	12.360	12.013	12.360
Subventions pour la formation des indépendants (IFAPME)	I	11	16	**41.06**.40	cd		23.912	24.581	23.912	24.581
(Nouveau) Subvention pour de nouvelles actions dans le cadre du contrat de gestion	I	11	16	**41.07**.40	cd		324	916	324	916
Subvention à l'IFAPME pour des investissements en rapport avec les centres de formation professionnelle	II	11	16	**61.02**.41	cd	I	1.930	1.930	1.930	1.930
Construction de bâtiments, achat de terrains et bâtiments	II	11	16	72.01.10	cd	I	0	0	0	0
TOTAL							**41.749**	**44.916**	**41.749**	**44.916**

Sur cette base, le Comité de gestion a approuvé le budget initial 2008 de l'IFAPME lors de sa réunion du 13 décembre 2007.
Le Ministre a également marqué son accord sur ce budget et s'est chargé de le transmettre au Parlement wallon.

DECISION DU GOUVERNEMENT WALLON

En réponse à la demande du Ministre, l'IFAPME à transmis en date du 7 avril 2004, un projet d'ajustement budgétaire 2008. Ce projet a été communiqué pour information au Comité de gestion en date du 24 avril dernier.

Le 3 juin 08, par courriel, le Cabinet du Ministre de la Formation a informé l'Administratrice générale de l'adoption par le Gouvernement wallon le 22 mai 2008 du projet d'ajustement du budget régional 2008.

Au niveau de l'IFAPME, les variations suivantes sont enregistrées :

- AB 41.01 : - 262 k€ (réforme d'ALTIS reportée à 2009) ;
- AB 41.05 : + 55 k€ (66 % de l'accord sectoriel pour les primes de fin d'année) ;
- AB 41.05 : - 24 k€ (décompte définitif indexation moyen 2007) ;
- AB 41.06 : - 46 k€ (décompte définitif indexation moyen 2007).

Le Cabinet du Ministre a sollicité la transmission pour le 6 juin 08 d'un projet de budget ajusté de l'IFAPME (tableaux) accompagnés de quelques commentaires, afin de le joindre en annexe au programme justificatif du Ministre de la Formation afin de garantir une meilleure information des parlementaires.
Il a toutefois précisé que cette communication ne présume en rien une décision définitive du Comité de gestion quant à cet ajustement.

DECOMPTE DEFINITIF 2007

L'évolution moyenne de l'indice santé durant l'année 2007 n'a été que de 1,8 %, alors que les budgets 2007 ont été construits sur base de l'hypothèse d'un indice moyen de 1,9 %, soit un écart négatif de 0,1 %.
Ce n'est en effet qu'à partir des mois de novembre et décembre 2007 que cet indice santé a augmenté d'une manière significative avec des valeurs respectives de 2,25 et 2,64 %, avant d'atteindre des plafonds de 3,89 % en mars et 4,61 % en mai 2008.

En conséquence, pour l'exercice 2007, il y a eu un trop perçu – non récurrent – de 35.000 € (12.000 € pour l'AB 41.05 et 23.000 € pour l'AB 41.06).
La base de calcul pour déterminer le montant de la dotation 2008 est aussi surestimée d'un montant identique – 35.000 € récurrent – soit, 12.000 € pour AB 41.05 et 23.000 € pour AB 41.06).

L'impact total du décompte définitif 2007 est donc de :
- AB 41.05 : - 24 k€
- AB 41.06 : - 46 k€.

AJUSTEMENT DE LA DOTATION 2008

➢ Convention sectorielle – Allocation de fin d'année

Le Ministre de la Fonction publique, Monsieur Ph. COURARD, avait informé l'IFAPME de la signature de la convention sectorielle 2005-2006, prévoyant une augmentation de la partie forfaitaire de l'allocation de fin d'année, afin d'atteindre un montant de 500 €. Cette augmentation est déjà prévue avec un effet rétroactif pour l'exercice 2007.

Dans un courrier du 23 janvier 2008 au Ministre de tutelle, Monsieur Marc TARABELLA, l'Institut précisait que l'impact additionnel sur le budget « personnel » de l'IFAPME (A.B. 41.05) est de :
- AB 41.05 : **38.000 €** pour l'exercice 2007 (non récurrent)
- AB 41.05 : **40.000 €** pour l'exercice 2008 (récurrent)

Soit un impact total de **78.000 €** sur le budget 2008.

En ce qui concerne les OIP, la Région wallonne a pris la décision de couvrir 66 % de cette charge.
Pour l'IFAPME, un budget de 55.000 € a été prévu à cet effet.

➢ Autres demandes d'ajustement

Les autres demandes techniques d'ajustement, résultant de facteurs nouveaux générant des impacts budgétaires, n'ont pas pu être rencontrées à ce stade par la Région. Elles résultaient de :
- l'augmentation de la cotisation patronale pour les pensions statutaires ;
- l'évolution plus rapide que programmée de l'indexation en 2008 ;

Les autres demandes de complément budgétaire seront à examiner dans le cadre des propositions pour l'exercice 2009.

AJUSTEMENT DU BUDGET DES RECETTES 2008 DE L'IFAPME

Les décisions budgétaires du Gouvernement wallon ont été inscrites dans une proposition d'ajustement du budget 2008 de l'IFAPME reprise ci-jointe.
La dotation du programme 16 est portée à 44.639.000 €, correspondant à une réduction de 277.000 €.
C'est essentiellement l'allocation relative à ALTIS qui a été réduite (-262.000 €), ce qui ne génère aucune conséquence budgétaire pour l'IFAPME.

Suite aux décisions intervenues récemment quant à l'agrément des projets FSE dans la nouvelle programmation 2007-2013, le montant des recettes FSE présumée pour 2008 a été ramené à 3.985.000 €.

Divers ajustements sont également prévus quant aux recettes générées par les partenariats, en particulier celui avec FOREM Formation pour les actions « pénuries ». La recette liée au financement alternatif a également été adaptée.

AJUSTEMENT DU BUDGET DES DEPENSES 2008 DE L'IFAPME

- **AB 41.01 – Fonctionnement ALTIS**
  Réduction du montant rétrocédé à ALTIS à hauteur du montant effectivement obtenu de la Région, soit 262 k€.

- **AB 41.05 – Activités IFAPME**

  Le budget de 55.000 € octroyé pour la valorisation de l'allocation de fin d'année a été logiquement imputée sur la rubrique 620 « charges de personnel ».

  La réduction de 24.000 € a été imputée sur la rubrique 640 « Précomptes immobiliers », suite à une décision récente d'exonération.

  Le budget prévu pour les entretiens et réparations des locaux a été augmenté de 20.000 €, au vu des dépenses déjà enregistrées à ce stade.
  En compensation, le budget pour les frais de déplacement du personnel a été réduit d'un montant identique.

- **AB 41.06 – Activités de formation**

  Sur base des montants consommés sur l'exercice 2007, la réduction de 46.000 € a été imputée sur les rubriques :
  - 646 « paiement à des tiers » : -30.000 € (jurys d'examen – formation pédagogiques) ;
  - 647 « formateurs » : -5.000 € pour l'assurance-loi ;
  - 648 « conventions et partenariats » : -11.000 € pour les conventions 'autres secteurs, Agoria, UCB, Formelec, ».

- **Dépenses FSE**

  Sur base des décisions d'agrément des projets FSE introduits dans le contexte de la nouvelle programmation 2007-2013, une première prévision de dépenses FSE sur l'exercice 2008 a été établie et reprise dans le tableau correspondant.

- **Dépenses sur « Autres recettes »**

  - Le montant de la recette et des dépenses liées au partenariat FOREM Formation pour les actions pénuries organisées dans les Centres a été porté à 960.000 €, sur base du réalisé durant l'exercice 2007 ;
  - La recette et les dépenses liées aux actions de formation continue organisées dans les Centres en partenariat avec le Fonds de la Formation de la Construction a été ajoutée ;
  - La recette et les dépenses liées aux actions E-Bay ont été supprimées suite à la dénonciation de la convention correspondante.

➢ **Affectation du report de l'exercice 2007**

La décision à prendre par le Comité de gestion quant à l'affectation en 2008 du report budgétaire[1] dégagé sur l'exercice 2007 est anticipée en prévoyant d'emblée l'inscription de ces montants dans le présent ajustement :

- 6481 « CdC Construform » - 59.025 € : en 2007, l'IFAPME a enregistré en recette le solde de la liquidation de l'ASBL Construform intervenue en 2007. Conformément à la convention signée avec le FOREM, ce montant est à dédicacer à des dépenses pour le soutien du Centre de compétence CONSTRUFORM. Le montant de 59.025 € correspond au solde encore disponible qu'il convient techniquement de reporter en 2008 pour respecter nos engagements contractuels.
- 644 « subventions FUA/FA aux centres » 115.000 € et 647 « Formateurs » 260.000 €, soit un total de 375.000 € correspondant au boni budgétaire 2007 net.
  Il sera proposé lors de la prochaine réunion du Comité de gestion d'affecter ce boni au financement du dépassement de quota d'heures de cours constaté dans le réseau au cours de ce 1er semestre 2008, les décisions défavorables d'agrément des projets FSE ne permettant plus d'imputer ces dépassements sur des financements FSE. Ce report permet de couvrir un dépassement de l'ordre de 5.800 heures de cours en formation de base.

PROGRAMME JUSTIFICATIF AJUSTEMENT 2008

L'impact de l'ajustement sur la dotation de la Région wallonne à l'IFAPME est repris ci-dessous dans le tableau du programme justificatif ajusté.

Moyens budgétaires	Tit.	DO	Prog.	A.B.	cnd cd cv	R I E P	(en milliers EUR) MA Initial 2008 Initial	MA Initial 2008 ajusté	MP Initial 2008 initial	MP Initial 2008 ajusté
Subvention de fonctionnement à l'Institut de formation pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises	I	11	16	**41.01**.40	cd		524	262	524	262
(Nouveau) Mise en ouvre des politiques de formation confiées à l'IFAPME dans le cadre du plan d'actions prioritaires pour la Wallonie	I	11	16	**41.02**.40	cd		3.930	3.930	3.930	3.930
(Nouveau) Financement du plan langues dans le cadre des formations en alternance (plan d'actions prioritaires pour la Wallonie)	I	11	16	**41.03**.40	cd		675	675	675	675
Subventions de fonctionnement à l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises	I	11	16	**41.05**.40	cd		12.360	12.391	12.360	12.391
Subventions pour la formation des indépendants (IFAPME)	I	11	16	**41.06**.40	cd		24.581	24.535	24.581	24.535
(Nouveau) Subvention pour de nouvelles actions dans le cadre du contrat de gestion	I	11	16	**41.07**.40	cd		916	916	916	916
Subvention à l'IFAPME pour des investissements en rapport avec les centres de formation professionnelle	II	11	16	**61.02**.41	cd	I	1.930	1.930	1.930	1.930
Construction de bâtiments, achat de terrains et bâtiments	II	11	16	72.01.10	cd	I	0	0	0	0
TOTAL							**44.916**	**44.639**	**44.916**	**44.639**

[1] D'un point de vue technique, en comptabilité budgétaire, les reports d'années antérieures ne s'inscrivent que dans le budget des dépenses et pas dans celui des recettes, pouvant justifier en fin d'année un déficit budgétaire correspondant.

TABLEAU 1		TABLEAU DES RECETTES				0,00%	
CODE SEC	Art.	RUBRIQUE	BGT REC	initial 2008	ajusté 2008	Ajustement	Ecart abs.
	736	**Région wallonne - Prog. 16**					
46.10	736001	AB 41/01 Fonctionnement ALTIS	*RW4101*	524.000	262.000	-262.000	50,00%
46.10	736002	AB 41/02 Actions prioritaires-Alternance	*RW4102*	3.930.000	3.930.000	0	100,00%
46.10	736003	AB 41/03 Actions prioritaires-Lingua	*RW4103*	675.000	675.000	0	100,00%
46.10	736004	AB 41/04 Actions prioritaires-pénuries	*RW41041*	0	0	0	
46.10	736004	AB 41/04 Actions prioritaires-créat° activ.	*RW41042*	0	0	0	
46.10	736005	AB 41/05 Activités de l'Institut	*RW4105*	12.360.000	12.391.000	31.000	100,25%
46.10	736006	AB 41/06 Activités de formation	*RW4106*	24.581.000	24.535.000	-46.000	99,81%
46.10	736007	AB 41/07 Politiques Contrat de gestion	*RW4107*	916.000	916.000	0	100,00%
46.10	736007	AB 41/07 Nouvelles demandes	*RW4107*	0	0	0	
		Programme 16 - Dépenses courantes		***42.986.000***	***42.709.000***	***-277.000***	*99,36%*
						0	
66.10	736020	AB 61/02 Investissements centres	*RW6102*	1.930.000	1.930.000	0	100,00%
						0	
		Programme 16 - TOTAL		***44.916.000***	***44.639.000***	***-277.000***	99,38%
	736	**Financement FSE (s/réserve agt)**					
39.10	736100	FSE Objectif 1	FSE			0	
39.10	736200	FSE Objectif 2 Meuse Vesdre	FSE			0	
39.10	736210	FSE Objectif 2 Rural	FSE			0	
39.10	736300	FSE Objectif 3	FSE			0	
39.10	736400	FSE Equal	FSE			0	
39.10	736410	FSE Nvelle progr 2007-2013	FSE	6.355.000	3.985.000	-2.370.000	62,71%
39.10	736420	Autres programmes (Leonardo - Interreg - …)	FSE			0	
		FSE (s/réserve agrément)		***6.355.000***	***3.985.000***	***-2.370.000***	112,48%
	736	**Autres recettes**					
46.40		Conventions CEFO (FOREM Conseil)	CEFO	490.000	465.000	-25.000	94,90%
46.40		Actions pénuries (FOREM Formation)	FPN	600.000	960.000	360.000	160,00%
46.41		Conventions Forem Conseil		62.000	62.000	0	100,00%
46.42		Partenariat E-Bay		26.000	0	-26.000	0,00%
46.42		Convention PMTIC	PMTIC	120.000	120.000	0	100,00%
46.40		Fonds formation construction	FFC	0	75.000	75.000	
46.10		Subventions Relations internationales	RI	281.000	281.000	0	100,00%
		Autres recettes		***1.579.000***	***1.963.000***	***384.000***	124,32%

	736	**Recettes propres**					
16.10		Financement alternatif	FINALT	510.000	550.000	40.000	107,84%
16.10		Recettes propres diverses		50.000	50.000	0	100,00%
		Recettes propres		***560.000***	***600.000***	***40.000***	107,14%

RECETTES TOTALES	**53.410.000**	**51.187.000**	**-2.223.000**	108,07%

		Recettes complémentaires					
		FEDER - s/réserve agrément		2.060.000	2.060.000	0	100,00%
		REPORTS approuvés s/ ex. antérieurs		1.180.000	1.180.000	0	100,00%
		Recettes complémentaires pour investissements		***3.240.000***	***3.240.000***	***0***	100,00%

TABLEAU 2	AB 41.01 - Fonctionnement ALTIS					1,20%
CODE SEC	ART.	RUBRIQUE	BGT REC	initial 2008	ajusté 2008	Ajustement	Ecart abs.
41.4	**6464**	**Intervention dans ALTIS**		**524.000**	**262.000**	**-262.000**	50,00%
	6464	Fonctionnemnet ALTIS	41.01	524.000	262.000	-262.000	
AB 41.01		**Fonctionnement ALTIS**	**41.01**	**524.000**	**262.000**	**-262.000**	50,00%

TABLEAU 3	AB 41.02 - Plan d'actions prioritaires - Axe 5.3 Alternance					0,00%	
CODE SEC	ART.	RUBRIQUE	BGT REC	initial 2008	ajusté 2008	Ajustement	Ecart abs.
12.11	**61**	**Services et Biens divers**		**0**	**0**	**0**	
11.00	**62**	**Personnel PAP - Axe 5.3 Alternance**	-	**1.368.000**	**1.368.000**	**0**	100,00%
74.20	**632**	**Biens mobiliers**	-	**0**	**0**	**0**	#DIV/0!
33.32	**644**	**Subventions aux centres FUA/PAP**		**590.500**	**590.500**	**0**	100,00%
12.11	**646**	**Paiement à des tiers**		**177.000**	**177.000**	**0**	100,00%
33.32	**647**	**Formateurs réseau IFAPME**		**1.794.500**	**1.794.500**	**0**	100,00%
AB 41.02		**PAP - Axe Alternance**	**41.02**	**3.930.000**	**3.930.000**	**0**	100,00%

TABLEAU 4	AB 41.03 - Plan d'actions prioritaires - Axe 5.2 LINGUA					0,00%	
CODE SEC	ART.	RUBRIQUE	BGT REC	initial 2008	ajusté 2008	Ajustement	Ecart abs.
12.11	**61**	**Services et Biens divers**		**10.000**	**10.000**	**0**	100,00%
11.00	**62**	**Personnel PAP - Axe 5.3 Alternance**	-	**90.000**	**90.000**	**0**	100,00%
74.20	**632**	**Biens mobiliers**	-	**0**	**0**	**0**	0,00%
33.32	**644**	**Subventions aux centres FUA/PAP**		**151.000**	**151.000**	**0**	100,00%
33.32	**647**	**Formateurs réseau IFAPME**		**354.000**	**354.000**	**0**	100,00%
33.32	**648**	**Conventions et partenariats**		**70.000**	**70.000**	**0**	100,00%

AB 41.03	**PAP - Axe LINGUA**	**41.03**	**675.000**	**675.000**	**0**	100,00%

TABLEAU 5		AB 41.05 - ACTIVITES DE L'IFAPME				0,00%	
CODE SEC	ART.	RUBRIQUE	BGT REC	initial 2008	ajusté 2008	Ajustement	Ecart abs.
	61.	**SERVICES ET BIENS DIVERS**					
12.12	**610**	**Locations et locaux**		**941.000**	**961.000**	**20.000**	102,13%
	6100	Loyers et charges locatives	41.05	490.000	490.000	0	100,00%
		Siège central : intérêts emprunt	41.05	103.000	103.000	0	100,00%
		Siège central : capital emprunt	41.05	128.000	128.000	0	100,00%
	6110	Entretiens et réparations	41.05	220.000	240.000	20.000	109,09%
12.12	**611**	**Entretiens et réparations**		***155.000***	***155.000***	**0**	100,00%
	6111	Location voitures et matériel	41.05	155.000	155.000	0	103,33%
	6112	Aménagements des locaux et déménagements	41.05	0	0	0	
12.11	**612**	**Fournitures**		**920.000**	**920.000**	**0**	100%
	6120	Consommations d'énergies (ch., élec, eau,…)	41.05	180.000	180.000	0	
	6121	Fournitures de bureau	41.05	740.000	740.000	0	
	6122	Documentation	41.05	0	0	0	
	6124	Télécommunication, postes, …	41.05	0	0	0	
	6123-6125	Fournitures diverses (boissons, …)	41.05	0	0	0	
12.11	**613**	**Promotion / frais de réception**	**41.05**	**125.000**	**125.000**	**0**	100%
	6130-6132		Promotion et communication	41.05	65.000	65.000	0
	6133	*Frais de représentation et de réunions*	41.05	60.000	60.000	0	
12.11	**614**	**Assurances (incendie, vol, ….)**	**41.05**	**50.000**	**50.000**	**0**	100,00%
	6140	Assurances (incendie, vol, ….)	41.05	50.000	50.000	0	
12.11	**615**	**Rétribution de tiers**	**41.05**	**435.000**	**435.000**	**0**	100%
	6150.01	Conventions avec tiers (études pédag.)	41.05	100.000	100.000	0	
	6150.02	Contrats d'assistance informatique	41.05	60.000	60.000	0	
	6151.00	Honoraires Juristes	41.05	35.000	35.000	0	
	6151.01	Honoraires Autres prestataires	41.05	240.000	240.000	0	
	6152	Délégués à la tutelle assimilés	41.05	0	0	0	
12.11	**616**	**Déplacement et missions**		**270.000**	**250.000**	**-20.000**	92,59%
	6160	Déplacement du personnel	41.05	240.000	220.000	-20.000	
	6161	Indemnités de séjour et de coordination	41.05	0	0	0	
	6162.01	Missions à l'étranger	41.05	30.000	30.000	0	
12.11	**617**	**Personnel intérimaire / mis à disposition**	**41.05**	**0**	**0**	**0**	
	6170	Personnel intérimaire / mis à disposition	41.05	0	0	0	
12.11	**618**	**Comité de gestion et GT**		**73.000**	**73.000**	**0**	100,00%
	6180.01	Comité de gestion : indemnités	41.05	65.000	65.000	0	

	6180.02	Comité de gestion : déplacement	41.05	8.000	8.000	0	
	6181	Groupes de travail divers	41.05	0	0	0	
12.11	**619**	**Matériel et mobilier non amortissable**	**41.05**	**100.000**	**100.000**	**0**	100%
	6190.01	Mobilier et matériel administratif	41.05	100.000	100.000	0	
	6190.02	Mobilier et matériel pédagogique	41.05	0	0	0	
12.5	**640**	**Charges fiscales d'exploitation**		**140.000**	**116.000**	**-24.000**	82,86%
	6402	Précomptes immobiliers et taxes	41.05	140.000	116.000	-24.000	
	6403	Taxe sur matériel roulant	41.05	0	0	0	
12.11	**650**	**Charges financières**		**15.000**	**15.000**	**0**	100%
	6570	Frais financiers	41.05	15.000	15.000	0	
TOT	**61**	**Services et biens divers**		***3.224.000***	***3.200.000***	**-24.000**	99,26%
	62.	**Rémunérations, charges sociales et divers**					
11.00	**620**	**Personnel (ttes charges comprises)**		**8.880.000**	**8.935.000**	**55.000**	100,62%
	620.01	Personnel statutaire (hors PAP)	41.05	8.880.000	**8.935.000**	55.000	
	620.02	Personnel contractuel structurel	41.05				
	620.03	Encadrement Alternance	41.05	0	**0**	0	
12.11	**623**	**Autres frais de personnel**		**256.000**	**256.000**	**0**	100%
	6224	Assurances complémentaires	41.05	90.000	90.000	0	
	6230	Service social	41.05	60.000	60.000	0	
	6232	Frais médicaux	41.05	6.000	6.000	0	
	6234	Vêtements de travail et frais divers	41.05	6.000	6.000	0	
	6235	Formations du personnel	41.05	60.000	60.000	0	
	6237	Chèques-cadeaux	41.05	10.000	10.000	0	
	6238	Allocations familiales (allocataires sociaux)	41.05	24.000	24.000	0	
TOT	**62**	**Personnel**		**9.136.000**	**9.191.000**	**55.000**	100,60%
AB 41.05		**Activités de l'IFAPME**	41.05	**12.360.000**	**12.391.000**	**31.000**	100,25%

TABLEAU 6		AB 41.06 - ACTIVITES DE FORMATION				0,00%	
CODE SEC	ART.	RUBRIQUE	BGT REC	initial 2008	ajusté 2008	Ajustement	Ecart abs.
11.00	**620**	**Personnel (ttes charges comprises)**		**p.m.**	**p.m.**	**p.m.**	
	620.06	Personnel contractuel affecté	41.06	p.m.	p.m.		
74.20	**632**	**Biens mobiliers**		**350.000**	**350.000**	**0**	100%
	6324	matériel et logiciel informatiques	41.06	350.000	350.000	0	
33.32	**644**	**Subventions aux centres**	**41.06**	**6.232.000**	**6.232.000**	**0**	100%
	6440	Forfait apprenants	41.06	1.022.000	1.022.000	0	
	6441.01	Forfait Unité d'activité - formation de base	41.06	4.190.200	4.190.200	0	
	6441.02	Revalorisation subventions Centres	41.06	0	**0**	0	
	6442	Forfait Unité d'activité - formation continue	41.06	613.200	613.200	0	
	6443	Assurance incendie des centres	41.06	100.000	100.000	0	
	6444	Frais d'organisation des examens	41.06	306.600	306.600	0	
	6447	Conventions spécifiques	41.06	0	0	0	
33.32	**645**	**Infrastructures des centres**		**60.000**	**60.000**	**0**	100%
	6451	Loyers-centre	41.06	0	0	0	
	6452	Réfections - transformations immobilières	41.06	0	0	0	
	6454	Equipements des Centres	41.06	60.000	60.000	0	
12.11	**646**	**Paiement à des tiers**		**375.000**	**345.000**	**-30.000**	92,00%
	6460.01	Frais déplacement apprentis	41.06	150.000	150.000	0	
	6461	Commissions d'examen (jury extérieur)	41.06	70.000	55.000	-15.000	
	6462	Formations pédagogiques	41.06	70.000	55.000	-15.000	
	6463	Commissions à caractère pédagogique	41.06	85.000	85.000	0	
12.11	**6465**	**Promotion formation en alternance**		**584.000**	**584.000**	**0**	100 %
	6465	Actions de promotion du réseau IFAPME	41.06	584.000	584.000	0	
33.32	**647**	**Formateurs réseau IFAPME**		**15.695.000**	**15.690.000**	**-5.000**	99,97%
	6470.01	Formateurs permanents (CDI)	41.06	4.000.000	4.000.000	0	
	6470.02	+ 12 formateurs principaux	41.06	0	**0**	0	
	6471.01	Formateurs vacataires (CDD)	41.06	11.120.000	11.120.000	0	
	6471.02	Revalorisation barémique (2%)	41.06	0	**0**	0	
	6472.01	Frais déplacements formateurs	41.06	520.000	520.000	0	
	6472.02	Assurance-Loi	41.06	55.000	50.000	-5.000	
33.32	**648**	**Conventions et partenariats (hors 6485)**		**1.285.000**	**1.274.000**	**-11.000**	99,14%
	6480.01	Secteur construction - FFC	41.06	235.000	235.000	0	
	6480.02	Secteur réparation automobile - Educam	41.06	85.000	85.000	0	
	6480.03	Secteur industrie alimentaire - IFP	41.06	60.000	60.000	0	
	6480.04	Secteur HORECA	41.06	50.000	50.000	0	
	6480.05	Autres secteurs : Agoria, UCB, Formelec,…	41.06	75.000	64.000	-11.000	
	6481.01	CdC - Autoform	41.06	25.000	25.000	0	
	6481.02	CdC - Epicuris	41.06	25.000	25.000	0	
	6481.03 *p**	CdC - Construform	41.06	100.000	100.000	0	
			41.06				

	6481.04 *p**	CdC - Design Innovation	41.06	100.000	100.000	0	
	6484.01	Partenariats MIRE et autres	41.06	50.000	50.000	0	
	6484.02	Partenariat GCV - Stewards urbains	41.06	30.000	30.000	0	
	6484.03	Partenariats Création PME	41.06	120.000	120.000	0	
	6484.05 *p**	Partenariat Consortium Val Cptces	41.06	150.000	150.000	0	
	6484.06	Partenariat Skills Belgium	41.06	60.000	60.000	0	
	6484.07	Partenariat Alt Insertion	41.06	20.000	20.000	0	
	6484.09	Fondation des Administrateurs	41.06	0	0	0	
	6484.10	Partenariats internationaux	41.06	75.000	75.000	0	
	6484.12	Les Compagnons du Devoir	41.06	*0*	0	0	
	6484.13	DISP (dispositif d'insertion socio-prof.)	41.06	25.000	25.000	0	
AB 41.06		**Activités de Formation**	**41.06**	**24.581.000**	**24.535.000**	**-46.000**	99,81%

TABLEAU 7	AB 41.07 - Politiques du Contrat de gestion						0,00%
CODE SEC	ART.	RUBRIQUE	BGT REC	initial 2008	ajusté 2008	Ajustement	Ecart abs.
12.11	**61**	**Services et Biens divers**		**26.000**	**26.000**	**0**	104,00%
11.00	**620.04**	**Personnel PAP - Axe 5.3 Alternance**	-	**300.000**	**300.000**	**0**	428,57%
33.32	**644**	**Subventions aux centres FUA/PAP**		**153.000**	**153.000**	**0**	221,74%
12.11	**6465**	**Promotion formation en alternance**		**32.000**	**32.000**	**0**	
33.32	**647**	**Formateurs réseau IFAPME**		**355.000**	**355.000**	**0**	221,88%
33.32	**648**	**Conventions et partenariats**		**50.000**	**50.000**	**0**	
AB 41.07		**Politiques du Contrat de gestion**	**41.07**	**916.000**	**916.000**	**0**	100,00%

TABLEAU 8	AB 61.02 - INVESTISSEMENTS CENTRES						
CODE SEC	ART.	RUBRIQUE	BGT REC	initial 2008	ajusté 2008	Ajustement	Ecart abs.
72.10	**633**	**Constructions centres**	-	**4.940.000**	**4.940.000**	**0**	100,00%
	6331	Terrains	61.02			0	
	6332	Constructions	61.02			0	
	6332.01	> *Construction Centre Mons*	61.02	1.700.000	**1.700.000**	0	
	6332.01	> *Construction Centre Mons*	Report	1.000.000	1.000.000	0	
	6332.02	> *Construction Centre Isnes*	Feder	2.060.000	2.060.000	0	
	6332.03	> *Construction de Libramont*	Report	180.000	180.000	0	
72.10	**633**	**Transformat° - installat° - Equipements**	**61.02**	**230.000**	**230.000**	**0**	100,00%
AB 61.02		**Investissements centres**	**61.02**	**1.930.000**	**1.930.000**	**0**	100,00%
Report		**Investissements centres**	**Report**	**1.180.000**	**1.180.000**	**0**	100,00%
Feder		**Investissements centres**	**Feder**	**2.060.000**	**2.060.000**	**0**	100,00%

TABLEAU 9		DEPENSES FSE						0,00%
CODE SEC	ART.	RUBRIQUE	BGT REC	initial 2008	ajusté 2008	Ajustement	Ecart abs.	Ecart réel
33.32	**681**	**Dépenses IFAPME**	-	**4.155.000**	**2.745.000**	**-1.410.000**	66,06%	66,06%
	620.03	Personnel contractuel	FSE	3.255.000	2.195.000	-1.060.000		
	6471.07		Formateurs de base	FSE	585.000	275.000	-310.000	
	6150.03		Prestations de services externes	FSE	74.000	50.000	-24.000	
	6129	Intervention dans fonctionnement IFAPME	FSE	233.500	225.000	-8.500		
	6162.02		Frais de missions à l'étranger	FSE	7.500	0	-7.500	
33.32	**682**	**Dépenses CENTRES**		**2.050.000**	**1.119.000**	**-931.000**	54,59%	54,59%
	6821	Charleroi	FSE	266.000	112.000	-154.000		
	6822	Dinant	FSE	111.000	66.000	-45.000		
	6823	Villers-le-Bouillet	FSE	111.000	25.000	-86.000		
	6824	Liège	FSE	549.000	221.000	-328.000		
	6825	MBC	FSE	286.000	230.000	-56.000		
	6826	Namur	FSE	343.000	165.000	-178.000		
	6827	Tournai	FSE	164.000	65.000	-99.000		
	6828	Verviers	FSE	110.000	78.000	-32.000		
	6829	Libramont	FSE	110.000	157.000	47.000		
33.32	**683**	**Dépenses Partenaires / Tiers**	-	**150.000**	**121.000**	**-29.000**	80,67%	80,67%
	6831	Educam	FSE					
	6832	Forem	FSE					
	6833	Promotion sociale	FSE	150.000	121.000	-29.000		
	6834	Sysfal	FSE					
	6835	Vis-à-vis	FSE					
TOT	**68**	**Dépenses FSE**		**6.355.000**	**3.985.000**	**-2.370.000**	62,71%	62,71%

TABLEAU 10	AUTRES RECETTES						0,00%
CODE SEC	ART.	RUBRIQUE	BGT REC	initial 2008	ajusté 2008	Ajustement	Ecart abs.	Ecart réel
		Conventions diverses	-	**1.298.000**	**1.707.000**	**409.000**	**131,51%**	
	6160	Déplacement du personnel - CEFO	FOREM	0	0	0		
	620.09	Personnel convention Forem CEFO	FOREM	490.000	490.000	0	100,00%	
	6480.01	Secteur construction - FFC	A.R.	0	75.000	75.000		
	6482.01	Actions pénuries - Forem Formation	A.R.	600.000	960.000	360.000	160,00%	
	6482.02	Conventions Forem Conseil	A.R.	62.000	62.000	0	100,00%	
	6484.08	Partenariat E-Bay	A.R.	26.000	0	-26.000	0,00%	
	6485	Convention PMTIC	A.R.	120.000	120.000	0	100,00%	
		Relations internationales	-	**281.000**	**281.000**	**0**	**100,00%**	
	6491.01	DRI - Haïti - Formations	A.R.	120.000	120.000	0	100,00%	
	6491.02	DRI - Haïti - Equipements	A.R.	28.000	28.000	0	100,00%	
	6491.04	DRI-APEFE - Senegal - Kédougou	A.R.	11.000	11.000	0	100,00%	
	6491.05	DRI-APEFE - RD Congo - PME kinoises	A.R.	50.000	50.000	0	100,00%	
	6491.06	DRI - Burundi - Formation prof.	A.R.	46.000	46.000	0	100,00%	
	6491.10	DRI - Québec - Esprit d'entreprendre	A.R.	9.000	9.000	0	100,00%	
	6492.01	FOREM - Maroc - AREF apprentissage	A.R.	17.000	17.000	0	100,00%	
	649	**Financement alternatif**		**350.000**	**350.000**	**0**	**100,00%**	
	6454	Equipements des centres	FINALT	100.000	100.000	0	100,00%	
	6499	Rétrocession financement alternatif	FINALT	250.000	250.000	0	100,00%	
		Utilisation report année antérieure	**Report**	**184.000**	**618.025**	**434.025**	**335,88%**	
	6465	Actions de promotion du réseau IFAPME	Report	184.000	184.000	0	100,00%	
	6441.08	FUA/FA - report 2007 - 5.800 hres	Report	0	115.000	115.000		
	6471.08	Formateurs - report 2007 - 5.800 hres	Report	0	260.000	260.000		
	6481.04	CdC Construform - report 2007	Report	0	59.025	59.025		
TOT		**Dépenses sur "Autres recettes"**	**A.R.**	**2.113.000**	**2.956.025**	**843.025**	**139,90%**	

TABLEAU 11	BUDGET CONSOLIDE DES DEPENSES

CODE SEC	ART.	RUBRIQUE	BGT REC	initial 2008	ajusté 2008	Ajustement	Ecart abs.
	61.	**SERVICES ET BIENS DIVERS**					
12.12	**610**	**Locaux**		**941.000**	**941.000**	**0**	**100,00%**
12.12	**611**	**Entretiens, réparations et leasing**		**155.000**	**155.000**	**0**	**100,00%**
12.11	**612**	**Fournitures**		**1.153.500**	**1.145.000**	**-8.500**	**99,26%**
12.11	**613**	**Promotion / frais de réception**		**125.000**	**125.000**	**0**	**100,00%**
12.11	**614**	**Assurances (incendie, vol, ….)**		**50.000**	**50.000**	**0**	**100,00%**
12.11	**615**	**Rétribution de tiers**		**545.000**	**521.000**	**-24.000**	**95,60%**
12.11	**616**	**Déplacement et missions**		**277.500**	**250.000**	**-27.500**	**90,09%**
12.11	**617**	**Personnel intérimaire / mis à disposition**		**0**	**0**	**0**	
12.11	**618**	**Comité de gestion et GT**		**73.000**	**73.000**	**0**	**100,00%**
12.11	**619**	**Matériel et mobilier non amortissable**		**100.000**	**100.000**	**0**	**100,00%**
TOT	**61**	**Services et biens divers**		**3.420.000**	**3.360.000**	**19.000**	**100,56%**

	62.	**Rémunérations, charges sociales et divers**					
11.00	**620**	**Personnel (ttes charges comprises)**		**14.383.000**	**13.378.000**	**-1.005.000**	**93,01%**
12.11	**623**	**Autres frais de personnel**		**256.000**	**256.000**	**0**	**100,00%**
TOT	**62**	**Personnel**		**14.639.000**	**13.634.000**	**-1.005.000**	**93,13%**

63. Investissements - biens patrimoniaux de l'IFAPME

CODE SEC	ART.	RUBRIQUE	BGT REC	Budget 2008	Budget 2008	Ecart B08-B07	Ecart abs.
71.32	**631**	**Biens immobiliers à usage IFAPME**		**0**	**0**	**0**	
74.20	**632**	**Biens mobiliers à usage IFAPME**		**350.000**	**350.000**	0 **0**	**100,00%**
72.10	**633**	**Constructions centres**		**4.940.000**	**4.940.000**	**0**	**100,00%**
72.10	**633**	**Transformat° - installat° - Equipements**	**61.02**	**230.000**	**230.000**	**0**	**100,00%**

74.20	634	Biens pédagogiques mis à disposition	-	0	0	0	
TOT	63	Investissements - biens patrimoniaux		5.520.000	5.520.000	0	100,00%

64. Activités de formation du réseau IFAPME

CODE SEC	ART.	RUBRIQUE	BGT REC	Budget 2008	Budget 2008	Ecart B08-B07	Ecart abs.
12.5	640	Charges fiscales d'exploitation	-	140.000	116.000	-24.000	82,86%
33.32	644	Subventions aux Centres	-	7.126.500	7.241.500	115.000	101,61%
33.32	645	Subventions investissements des Centres		160.000	160.000	0	100,00%
12.11	646	Paiement à des tiers		552.000	522.000	-30.000	94,57%
41.4	6464	Intervention dans ALTIS		*524.000*	*262.000*	-262.000	50,00%
12.11	6465	Promotion formation en alternance		800.000	800.000	0	100,00%
33.32	647	Formateurs réseau IFAPME		18.783.500	18.728.500	-55.000	99,71%
33.32	648	Conventions et partenariats (hors 6485)		2.213.000	2.696.025	483.025	121,83%
12.11	649	Relations internationales		281.000	281.000	0	100,00%
12.11	649	Financement alternatif		*250.000*	*250.000*	0	100,00%
TOT	64	Activités formation du réseau IFAPME		30.830.000	31.057.025	4.509.450	100,74%

65. Frais financiers

CODE SEC	ART.	RUBRIQUE	BGT REC	Budget 2008	Budget 2008	Ecart B08-B07	Ecart abs.
12.11	650	Charges financières		15.000	15.000	0	100,00%
TOT	65	Frais financiers		15.000	15.000	0	100,00%

68. Dépenses FSE pour tiers

CODE SEC	ART.	RUBRIQUE	BGT REC	Budget 2008	Budget 2008	Ecart B08-B07	Ecart abs.

33.32	682	Dépenses CENTRES		2.050.000	1.119.000	-931.000	54,59%
33.32	683	Dépenses Partenaires / Tiers		150.000	121.000	-29.000	80,67%
TOT	68	Dépenses FSE		2.200.000	1.240.000	0	56,36%